

Rencontre du 6 mars 2009 entre LC et les UFR de maths et informatique,  
animée par leurs directeurs, G et A.

Notes rédigées par B

\*\*\*

G et W lancent la discussion sur la bibliométrie.

L'usage de la bibliométrie pour évaluer la qualité de la recherche (attributions de BQP, redéploiements de postes) donne lieu à des distorsions et aberrations flagrantes, entre disciplines (il y a des disciplines avec beaucoup plus de chercheurs que d'autres) et au sein des disciplines (par exemple, le « facteur h » de Michelle Schatzman est de 14, tandis qu'il est de 9 pour W. Werner, et 3 pour L. Lafforgue). Si on avait recruté des médailles Fields ils n'auraient pas eu de BQP! En 2008, il y avait un facteur 10 entre les BQP alloués à deux profs recrutés en maths; celui qui avait eu le moins vient d'être nommé à l'IUF. Le résultat de l'appel d'offre BQP 2009 est ridicule.

LC: 1) Je ne suis pas un adepte du facteur d'impact [donne l'exemple de son domaine, avec un dilemme entre publier dans le domaine de l'audition ou des neurosciences, selon que l'on veut privilégier le facteur d'impact ou être lu] et je suis conscient de l'inadaptation de la bibliométrie par rapport à certaines disciplines.

Je ne sais pas si les mathématiciens sont montés au créneau à ce sujet [plusieurs personnes de l'assistance disent que oui! en particulier S cite un texte dont J.-F. M a dû avoir connaissance:

<http://www.mathunion.org/fileadmin/IMU/Report/CitationStatistics.pdf>

« quand on a un problème de médecine on consulte un médecin, quand on a un problème de statistiques on consulte un statisticien »].

Quels sont alors les bons indicateurs pour la recherche en maths?

[G: faut-il utiliser des indicateurs?]

2) Quant au BQP, il représente une très faible proportion du budget recherche de l'université (6 millions). Il faut faire la distinction entre

- le BQP aux labos: 100 000 euros,

- l'accueil des EC, avec le recrutement externe comme critère: 100 000 euros.

La répartition des dotations doit être « pôlée » en lignes distinctes (physique-chimie, math-info, etc.). Le CS redistribue avec un respect des pôles. [des membres du CS de l'assistance démentent]

Vous êtes pénalisés par les facteurs d'impact de vos revues.

D'après les membres du CS de l'assistance, « à chaque fois on débat beaucoup sur ces machins là et la réponse de J.-F. M est toujours la même: de toutes façons le ministère regarde Web of Science ».

R: Depuis 1980 j'ai connu beaucoup de critères, je n'ai jamais vu de telles sottises (facteur d'impact, classement de Shanghai, etc.). Le VP du CS se réfugie derrière ce que fait le ministère; de qui se moque-t-on?

S: J'ai questionné des collègues qui m'ont décrit des cuisines analogues. La LOLF ne dit pas comment évaluer. Or on peut évaluer intelligemment.

LC: On peut reréfléchir, je vais laisser J.-F. M faire une proposition.

FM (?): Allez-vous lui dire d'arrêter cette politique??

LC: Il n'est pas choquant qu'un labo ait un retour sur son investissement en recherche. Il n'y a pas de problème avec la bibliométrie en biologie par exemple. J'entends ce qui se dit en maths. Il est important de trouver le critère adapté.

B: Les disparités observées sont énormes (facteur 100 entre disciplines sur les BQP alloués en 2008). Comment un critère spécifique permettra de nous comparer aux autres?

LC répond à propos du classement de Shanghai, parti de Chine, et du h-index comme Hirsch, parti de la physique...

N: L'attribution de BQR sur projet a disparu. Est-ce que c'est terminé?

LC: Avant, sur le budget global recherche, 15% étaient prélevés sur les dotations des labos, 1/3 de la somme permettait de contribuer aux abonnements électroniques, le reste (?) était distribué en BQR. Actuellement, il ne semble pas opportun de reprélever sur les crédits récurrents pour distribuer des BQR.

Intervention de ?, dont la bibliométrie est le sujet de recherche:

Il est reconnu que le classement de Shanghai n'est pas sérieux. Mais ce n'est pas la bibliométrie qui est nulle. Le h-index est du délire: production et notoriété sont deux choses différentes. Je suis en train d'écrire sur le h-index et l'impact factor des revues...

\*\*\*

G aborde la question du maintien des services de proximité (scolarités) par les BIATOSS

P (et B) : Les problèmes au niveau du BAL [Bureau Administratif de la Licence] sont dans les deux sens: les EC disent le plus grand mal du BAL, et réciproquement. On ne sait pas faire marcher un système centralisé. Les scolarités des Masters marchent bien. L'urgence n'est pas de les supprimer! Où en est le projet de BAM [Bureau Administratif des Masters] , dont C. Boisson a parlé avec le personnel du BAL?  
? (info):

La scolarité du Master d'info marche bien aussi, avec un suivi en continu des étudiants. Avant le BAL, nous avons des relations privilégiées avec les scolarités. Ceci a disparu, tout est mécanisé, on a perdu en efficacité.

LC: Sur le fonctionnement du BAL: je sors d'une réunion BIATOSS où il n'a pas été question des problèmes du BAL. Dans le cadre de la démarche qualité, il sera à analyser, y compris par les personnes qui y travaillent. Ce service centralisé a été rendu nécessaire vu le nombre d'étudiants et les enseignements communs. Pour le BAM, la question est différente. Je n'ai assisté à aucune réunion (dans mon bureau ou au sein de l'équipe présidentielle) où il était question du BAM. C'est aux scientifiques de décider des modalités d'organisation de la composante; c'est à vous de vous structurer; il n'y a pas une autre logique. N'y a-t-il pas moyen de regrouper certaines choses? Par exemple, le service de paie est nécessairement centralisé (pour une « efficacité » maximum). Il faut concilier la centralisation et le pilotage nécessaires avec les missions de l'université (pour les étudiants).

F: Avant c'était moins centralisé mais on avait plus de personnel localement. On aurait

besoin de personnels qui travaillent près de nous.

LC: Le BAL a été calé sur le LMD, sur les portails (par mon prédécesseur). Vous êtes dans un même portail, il n'est pas choquant de mettre en commun des moyens. À l'UFR de sciences de nous faire une proposition. J'entends.

G: Le problème de la centralisation ne concerne pas seulement les enseignements (les scolarités). C'est un choix de vie, les services avec des BIATOSS en contact permanent avec les EC fonctionnent mieux. Il est important de maintenir ça.

T? On a plus l'impression que c'est pour gagner des postes que pour améliorer les services.

LC: On n'a pas attendu Sarkozy pour réorganiser! Il semble qu'il y ait une sanctuarisation de l'enseignement supérieur pour les emplois de fonctionnaires.

? (info):

Peut-on envisager que le BAL soit un service distribué?

LC: On va analyser le BAL, suite à la réunion de ce matin. On va faire grande évaluation des structures.

CO Quels sont les moyens pour la mise en place de SIFAC? On ne maîtrise pas le logiciel. Au mieux on arrive à passer trois commandes par jour. On fait du bricolage, reposant sur la bonne volonté de dix personnes dans l'université.

LC: Le premier souci, c'est le logiciel lui-même (id à St-Etienne). Je n'avais pas voulu qu'on soit pilote, il nous paraissait légitime d'attendre. Il y a eu un plan de formation qui a été déployé. Nous attendons des réponses du fournisseur.

W: Il y a d'autres problèmes, avec les tâches de gestion arrivées aux labos, comme la gestion des contrats effectuée avant chez Ezus. Que se passe-t-il avec le personnel d'Ezus?

G: Je ne suis pas venu pour poser des questions mais pour m'exprimer, désolé de casser la réunion, je m'arrêterai si c'est trop long...

Y'en a marre (Léo Ferré)

Cela aurait pu s'appeler "Message pour V. Pecresse" ou "Les temps sont difficiles". Mais "Y'en a marre" fait référence à ces "mecs des ministères" qui fait écho à ces "cons des ministères" de N. Sarkozy.

Y'en a marre, l'université c'est nous, personnels et étudiants !

Y'en a marre...

- de subir et de se battre depuis des années contre des réformes imposées sans concertation et précipitées, dont les seuls buts sont :  
économies budgétaires, suppressions de postes et course à l'excellence/performance, pas pour nous améliorer, mais pour nous détruire
- d'être en grève depuis 5 semaines, ce mouvement va laisser des traces indélébiles
- de la concurrence entre universités, entre chercheurs, entre tous les personnels
- d'être méprisé par la gouvernance de ce pays et une grande partie de la population
- du manque de postes dans l'enseignement supérieur et la recherche (pourquoi le LIP est un labo A+ ? parce que les EC font 150h, parce qu'il y a beaucoup de moyens humains et financiers, parce qu'il y a beaucoup de chargés de recherche)

- de la remise en cause de mon statut et de mon indépendance
  - du pilotage de la recherche et des universités par les pouvoirs politiques et les lobbys de toutes sortes
  - de la précarisation de tous les types de personnels
  - de la destruction volontaire de la formation des enseignants
  - des chaires, des collègues qui soutiennent le mouvement mais continuent de faire leurs cours et/ou publient pendant que je pénalise mes étudiants et deviens non publiant
  - des syndicats minoritaires et de la CPU, qui négocient sans être représentatifs de la communauté mobilisée depuis des mois
  - des critères de répartition des moyens des universités
- Y'en a marre...
- de la LRU, de l'AERES, de l'ANR, de la fusion des UFR, ...
  - du plan licence (sans moyen humain et sans prendre en compte les véritables raisons de l'échec en licence)
  - du plan campus qui tendrait vers des bâtiments enseignement d'un côté et des bâtiments recherche de l'autre
  - du sous-encadrement de l'informatique
  - du mépris du CNRS pour l'informatique
  - du manque de démocratie dans l'université (le fait que la MIAGE rejoigne l'ISTIL n'a jamais été approuvé par le conseil de l'UFR d'Informatique) et surtout du recul de la démocratie depuis l'autonomie, les pleins pouvoirs au président et au CA (le congrès se prononce contre les chaires mixtes mais cela ne semble pas suffisant pour ne pas les mettre en place)
  - du mode d'élection au CA qui donne 6 sièges sur 7 à la liste arrivant en tête
  - d'une évaluation aberrante et non scientifique des chercheurs
- Y'en a marre...
- de passer beaucoup de temps à essayer de bien faire mon travail d'enseignant alors que ce n'est pas reconnu
  - de faire du soutien dans le cadre du plan licence à des étudiants qui n'en n'ont que faire
  - de lutter contre un absentéisme non maîtrisable
  - de m'investir dans la vie de mon université alors que cela n'est que peu reconnu
  - des conflits d'intérêts entre disciplines à l'université
  - du facteur H et du classement de Shanghai
  - de la course aux contrats, de passer son temps à faire des rapports
  - de faire en moyenne 250 h eq TD d'enseignement par an, sans compter les responsabilités pédagogiques
  - des procédures administratives qui nous font perdre du temps
  - d'être submergé de tâches administratives (emplois du temps, inscriptions pédagogiques, jurys d'UE, de semestre, de diplôme, de VAE, de VES, conseil de gestion, habilitations, quadriennaux, comités de sélection, commission Formation, appels à projets (ANR, europe...), rapports d'activités (1 pour le CNRS tous les deux ans en français, un pour l'INRIA tous les ans en anglais...), Forum Avenir, Journées de l'Enseignement Supérieur, Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, ...
  - de subir un calendrier universitaire aberrant articulé sur deux sessions d'examens à chaque semestre
  - de lever l'anonymat des copies
  - de ne pas pouvoir partir une semaine en conférence sans que cela ne soit un casse-tête pour déplacer les cours (impossible de trouver des remplaçants)
  - de ne pas avoir de vacances en février quand d'autres universités y arrivent

- que l'université ne fonctionne que grâce au dévouement de ses personnels
- de ne pas avoir le temps de faire de la recherche
- d'avoir peu d'espoir de passer un jour prof à Lyon sachant que je ne pourrai pas quitter Lyon pour des raisons familiales
- de me dire que dans 2 ans on me considèrera peut-être comme non publiant sur des critères aberrants
- de travailler plus de 50h par semaine
- de culpabiliser quand je n'ouvre pas l'ordinateur un week-end, de devoir lire mes mails le soir
- de ne pas assez profiter de ma famille
- d'être très pessimiste quant au système éducatif qui se met en place et que mon fils de 6 mois va subir

Impossible de tenir comme cela jusqu'à 70 ans... Serai-je encore enseignant-chercheur dans 2 ans, alors que c'est le métier que j'ai toujours voulu faire ?

Y'en a marre...

La sortie de crise est proche ?

L'université c'est nous. La lutte continue.

M:

Je voudrais rebondir, et donner la position de nombreux universitaires de ma génération sur la LRU.

1) U: la réforme devrait concerner l'ensemble du supérieur (université, CPGE, écoles d'ingénieurs...). L'enseignement scientifique marche sur la tête: les meilleurs élèves sont soumis à un bachotage stérile (classe préparatoire avec un programme très restreint) puis dans des écoles où la recherche est peu importante (avec quelques exceptions notables comme Polytechnique ou l'ENS Paris) et le cursus scientifique faible. L'intégration de ces filières à l'Université permettrait une amélioration des cursus scientifiques, comme c'est déjà le cas à l'ISFA. [NB: L'ENS Paris, qui en Math n'a rien à envier à Harvard ou Princeton, a de forts liens avec l'université, puisque les enseignants sont détachés de l'université pour 5 ou 10 ans. Les liens de Polytechnique avec l'université, moins institutionnels, sont aussi très forts. En revanche le poids scientifique international d'une école d'ingénieurs « prestigieuse » est en général plus faible qu'une université moyenne de province.]

2) R: En refusant d'aborder les questions difficiles, les gouvernements successifs ont eu des politiques irresponsables. Il me semble que la LRU propose de se décharger sur les présidents d'université de faire une politique moins démagogique. Voici deux exemples:

a) la question de la sélection à l'entrée de l'université n'a jamais été abordée par les gouvernements, alors que le bac gratifie d'avantage le parcours du lycéen que mesure son aptitude à faire des études supérieures.

b) la séparation entre la formation des enseignants du secondaire et les universités, système qui n'existe qu'aux USA et en France (school of education, IUFM).

Je crains donc que la responsabilisation de l'université ne soit un fardeau trop lourd à porter.

3) L: veut dire libéralisation des universités (pas liberté...). J'y suis favorable mais c'est difficile dans une société déjà conservatrice, au moment où Sarkozy rajoute une « révolution » conservatrice. L'idée de financement privés est positive mais je prédis que les fondations des universités auront énormément de mal à mobiliser la société, très différente aux Etats-Unis. En France il y a peu d'incitation morale (différence sociale et religieuse) et peu d'incitation fiscale à donner aux fondations. Par exemple la quasi-disparition des droits de successions (Sarkozy 2007) réduit encore plus l'intérêt de donner.

Ces 3 aspects m'inquiètent...

L Même si je me suis reconnu dans certains des points évoqués par G, globalement je n'ai pas de ras-le-bol à exprimer, je suis plutôt content ici.

LC: C'est un catalogue mais on attend quoi? Quel est notre modèle? On ne va pas perdre de temps. La CPU n'est pas un syndicat, ne négocie pas. C'est devant la CPU que Fillon a dit qu'il n'y aurait pas de suppression d'emploi en 2009-2011. Le communiqué de la CPU contient les termes: « précipitation irresponsable », « exigence de plan pluriannuel de recrutement ». On ne peut pas nier que ça a changé.

S: J'ai applaudi [G] même si je ne suis pas d'accord avec tout. Quand j'entends mes collègues EC je pense qu'ils pourraient formuler les choses avec beaucoup plus de détermination. Les étudiants ne sont pas motivés, les UE sont découpées en petits morceaux. Mon rêve: ouvrir des sections où l'on fasse signer un contrat aux étudiants pour qu'ils bossent ; et s'ils ne travaillent pas, ils peuvent aller manger l'herbe des champs.

G: On l'a fait cette année, ça n'a rien donné!

P : Ce n'est pas possible de les exclure, ils peuvent s'inscrire dans toutes les unités qu'ils veulent.

W: Je me suis rendu compte avec un peu de surprise que je n'étais plus fonctionnaire direct de l'état. Quid de la politique sociale du ministère? Le problème est-il réellement corrigé?

LC: Nous sommes des fonctionnaires d'état, nous restons payés par l'état, nous ne sommes pas des employés de l'université. Une note (de la direction générale ressources humaines) sur la politique d'action sociale demandait de transférer les actions facultatives aux universités. C'est une faute de gestion et une faute politique! Je me suis élevé, on a eu un rectificatif immédiat du ministère. Est-ce une position conjoncturelle? ou structurelle? Le problème doit être réglé.

\*\*\*

G, à propos des chaires d'excellence et de la mastérisation, demande si la position du congrès sera respectée.

GO J'interviens sur la mastérisation. Le communiqué de la CPU fait état d'une condamnation très ferme. Le contenu des programmes n'est pas connu. La mise en place des stages est extrêmement problématique. Il y a le problème des bourses. Rien ne laisse penser que le dossier ait avancé.

M: Il est logique que le secondaire, en tant qu'employeur, souhaite avoir un large choix de recrutement: environ un candidat sur 7 est admis au concours, ce qui participe à la qualité du recrutement. C'est pourquoi des masters seulement tournés pour l'éducation m'inquiètent: que feront les 6 étudiants sur 7 qui ne seront pas recrutés, avec un master peu valorisant?

Pourquoi n'a-t-on pas inclus la formation des enseignants dans les masters existants, en les adaptant (par exemple L3, M1 et M2 prévoient déjà des stages en entreprise ou administration : il faudrait inclure la possibilité de stages dans l'éducation).

Je crains que cette réforme n'aboutisse qu'à prendre en compte le poids politique de l'IUFM plutôt qu'à une vraie masterisation de la formation des enseignants du secondaire à l'université.

[NB: mes propos ne concernaient pas la formation des enseignants du Primaire.]

LC: Dans la motion votée par la CPU hier on note des avancées sérieuses sur 3 dossiers, mais pas sur celui de la « réforme de la formation maîtres », qui est essentielle. « à retravailler en profondeur pour obtenir en 2011 un concours et des masters de qualité »

La formation master n'est pas suffisante pour des raisons de durée de stage. Il doit y avoir un complément obligatoire en tant que fonctionnaire stagiaire. La réalité est que les étudiants sont extrêmement inquiets. Que vous le sentiez ou non, il y a des menaces de prise en main par des formations privées (catho, CNED, DU, etc.). Qu'est-ce qu'on fait pour 2010? Ce qu'on souhaite c'est le report. À défaut on doit discuter du concours 2010.

On a un vrai mur idéologique en face de nous (Sarkozy-Darcos). En tant président de la CPU, je vois ou téléphone à V. Péresse plusieurs fois par semaine. Je n'ai jamais rencontré X. Darcos. J'ai pu voir Fillon. Le chef de cabinet de Darcos est un polytechnicien qui ne voit que les 12000 emplois de fonctionnaires stagiaires rendus l'année prochaine (sur les 13500 à rendre).

GO Les concours nationaux sont définis par universités. Si 80 universités ne rendent pas de maquette, il y a un report de fait!

LC: Nous ne lâcherons pas sur ce report.

G: La seule sortie est par la rue! Deux choses sont gênantes sur le communiqué/la motion d'hier: « formation » en alternance pendant le stage » (on repousse d'un an l'entrée dans le métier) et « arrangements pour la transition ».

LC: Ce que je découvre dans ce métier c'est la différence entre un communiqué lapidaire et puis les coulisses. Nous soutenons le principe de faire passer à ce niveau de qualification les enseignants de demain. Pour les maquettes de master ce n'est pas aussi simple que vous le dites. Comment former les professeurs de lycée professionnel et les professeurs des écoles? Si la rue ne suffit pas, qu'est-ce qu'on fait? Ma crainte est qu'en l'absence de réponse on laisse la place à d'autres.

P: Concernant le concours de professeur des écoles, c'est le vide intersidéral.

LC: Un objectif est de fournir un autre niveau de salaire.

Syndicalistes:

Rien n'est annoncé dans ce sens.

LC: Si, cela a été annoncé et réannoncé. Je vous communiquerai les informations là dessus. On doit aussi reconnaître qu'il y a des points comme ça, négociés entre X. Darcos et syndicats.

F: Que proposez-vous si la rue ne suffit pas?

LC: Aujourd'hui ce que je demande au nom de la CPU, c'est la rencontre avec les deux ministres en même temps. J'ai des échos de rencontres du camarade Darcos, je demande un rendez-vous pour la semaine prochaine. Ma position est que le CA du 17 mars est la structure qui décidera.

FM: Les extérieurs et les médecins voteront comme vous leur direz de voter.

LC: Pas sûr!

FM: Je voterai contre les chaires.

LC: On a montré que c'était un congrès de bonne tenue. Ce sera pareil au CA. Onze jours à attendre ça passe vite quand même. Peut-être que la question des chaires ne se posera plus dans quinze jours.

C. K: Je suis choquée, vous êtes élu, c'est votre rôle de nous dire ce que vous allez défendre.

LC: J'ai une voix parmi 31. Je vous mets au défi de trouver un moment où je me sois mis en opposition claire. Il y a des institutions...

G: J'abonde dans le sens de mes collègues, je suis en EC de base. Un hiatus entre la gouvernance et la base est en train de se créer de façon très profonde. Je n'ai pas manifesté contre la LRU en 2007, je faisais confiance. Il y a eu des élections où la LRU n'a pas été débattue. Deux exemples:

- l'ICJ a voté contre la LRU,
- l'ICJ a voté contre les chaires.

J'ai l'impression que la vision de la démocratie que nous avons est en train de changer.

LC: Qu'est-ce qui a changé fondamentalement? Donnez moi des faits précis.

G: Votre prise de position est une incitation à la défiance.

P: Et le regroupement des UFR?...

LC: Cela n'a rien à voir avec la LRU. C'était mon prédécesseur. En mars 2006 avait eu lieu une 1ère réunion, suivie d'un rapport [pas saisi le nom de l'auteur] en juin 2006. Ce qui pour moi est désagréable est le procès d'intention.

? (info): On n'a pas confiance dans le mode d'élection du CA.

GO Un exemple typiquement LRU, est la perte du caractère décisionnaire des CS et CEVU : s'ils l'étaient encore, on n'entendrait plus parler des chaires d'excellence depuis décembre. Un autre exemple: au sujet de l'examen des maquettes dans le dernier CEVU, la moitié du conseil est sorti.

LC: La logique voulait que les maquettes soient vues par le CEVU. On peut discuter de la LRU. J'ai été élu avant la LRU, par 140 personnes. Je pense avoir une certaine légitimité. Qu'on me dise concrètement ce qui change. Je dis que le rôle des CS et

CEVU dans la LRU n'est pas satisfaisant. La hiérarchie CA / CS et CEVU n'est pas bonne. Il faut reprendre les écrits depuis 2007. Le président préside les 3 conseils. Il a maintenant le droit de vote, sauf au CEVU: la loi a oublié la formation. Ces problèmes nécessitent une révision de la LRU.

T: Qu'est-ce qui est satisfaisant?

LC: La taille est à reprendre, je l'ai écrit, c'est du bon sens. L'université n'est pas une entreprise; il n'empêche qu'on doit être en lien avec le milieu socio-économique. Le mode de scrutin est à revoir aussi. Certains regrettent que le président de la CPU ne soit plus le ministre. Les discours de la CPU ont changé, mais je ne pense pas que les gouvernements vont accepter ça très longtemps.

S: W a vu M à propos de bibliométrie. Les directeurs d'UFR nous transmettaient des infos sur le CA lorsqu'ils pouvaient y assister. Il y a une absence de transmission.

LC: Ce n'est pas moi qui ai demandé le CA à huis clos (c'est la liste soutenue par les directeurs!). G a parlé de traces indélébiles. Je suis convaincu que cette crise est grave. Une manière intelligente est d'anticiper. Laisser passer la loi actuelle. Les relations entre composantes et gouvernance ne sont pas dans la LRU. On ne peut pas avec 13 grosses composantes avoir le même mode de fonctionnement qu'avant. Je souhaite que de cette crise sorte au niveau local un modèle de type de gouvernance (qui pourrait devenir national). Je voulais discuter avec les élus.

? (info):

Il y a quelque chose de dangereux. À propos des maquettes, d'autres le font donc on est obligé de le faire: globalement on va vers le pire. Il n'y a plus de cohérence globale. Avec les méthodes d'évaluation on ne donnera pas le choix aux établissements d'aller dans telle ou telle direction.

LC: On pourra en débattre, ça dépend des garde-fous qu'on pourra obtenir.

\*\*\*

PRAG en licence?

LC: Le chiffre qui avait « fuité » dans le Monde était de 400, le chiffre discuté effectivement est de 1000. Les PRAG comme outil de secondarisation ou de casse de l'université sont à combattre. En revanche, comme renfort de la formation, comme plan de carrière dans l'université, c'est un argument pour faciliter des décharges d'EC, je ne suis pas hostile. Le débat est ouvert.

G: Actuellement ce serait dangereux d'accepter ça.

LC: La société des agrégés est assez favorable.

F: Des postes d'EC seraient transformés en postes de PRAG ?!

LC: Il faut le concevoir en renfort et non pas en substitution. J'observe que beaucoup aimeraient bien être déchargés: le recours aux PRAG est une des réponses possibles.

F: Il n'y avait pas de TD en Italie, mais de l'autre côté, les étudiants étaient responsables. Ce système bouffe de l'énergie pour presque rien. On devrait réduire le nombre d'heures par étudiant! Il faudrait repenser l'enseignement que l'on veut. On

est en train d'enlever le travail de nos EC...

M: Le système de PRAG n'est pas mal (cf lecturers aux Etats-Unis)...

LC: C'est aussi mon analyse.

T: Il y a une question très importante concernant le compteur, les groupes de TD à 50...

LC: D'abord il y a une remise à zéro des compteurs mais pas de suppression. Actuellement il y a 1,6 millions d'euros sur les compteurs, ceux qui partent commencent à nous les demander. On va revenir sur un nouveau modèle de compteur, avec une modulation pluriannuelle. Nous sommes partis sur une durée de 2 ans (à cause du plan quadriennal). Le VP CEVU doit faire des propositions.

C: On s'est trouvé avec des enseignements non pourvus à cause de la remise à zéro des compteurs.

LC: Je le redis, la remise à zéro est associée au fait que toutes les heures vont être payées (40 000 heures en positif, 12 000 heures en négatif). On met un cadre, on met un budget, c'est à voir la proposition que vous faites.

C: Comment ce semestre va-t-il être pris en compte?

LC: On va regarder avec S.

P: Je n'arrive pas à trouver des enseignants!

A: Il y a un vrai problème de sous-encadrement!

B Avec l'équivalence TD/TP, très bien pour ceux qui font des TP, comment va-t-on faire pour ne pas augmenter le service des autres? J'ai entendu S dire qu'il lui manquerait 30% d'heures.

LC: C'est un problème de redéploiement, le CEVU doit prendre ses responsabilités.

M:

On a recours en informatique à 600h de vacations. Peut-on espérer un peu de renfort?

LC: On le prend où? C'est un problème de redéploiement. Nous n'avons pas la capacité de créer des postes.

G et D: Comment sera pris en compte l'encadrement des stages? et pour les enseignants référents?

LC: C'est en train de s'écrire. On tient à ce que le non-présentiel soit reconnu dans les services. Premier élément de réponse. Evaluation: comment on fait? Au bout du compte il faut trouver des heures. Le CEVU a défini une grille. Et si on réduisait une partie de notre offre de formation pour dégager du temps? Une partie de la communauté dit non.